

inférieur. Près de la moitié de notre production est exportée. Les produits agricoles constituent plus de 8 % de nos exportations totales - plus que le papier journal, que le pétrole brut, que les produits du pétrole et du charbon réunis, et que les pièces des véhicules automobiles si nous excluons les moteurs.

L'industrie est toutefois aux prises avec de sérieuses difficultés. L'une des causes majeures de ces difficultés est la guerre commerciale que se livrent la Communauté européenne et les États-Unis dans le domaine agricole. Une guerre de subventions où tout le monde est perdant, y compris, de façon dramatique, les agriculteurs et les consommateurs canadiens.

La Politique agricole commune de la Communauté européenne prévoit un généreux système de soutien des prix pour les producteurs, le contrôle des importations et des subventions directes à l'exportation des surplus. L'an dernier, en excluant les programmes propres à chaque pays, la Communauté a dépensé environ 13 milliards de dollars en subventions agricoles pour le stockage et pour l'exportation des surplus.

La riposte des États-Unis est aussi coûteuse. Ils ont engagé des sommes énormes pour récupérer leur part du marché. Le Farm Bill a été voté en 1985. Les subventions prévues à l'exportation étaient d'abord destinées à déloger les exportations européennes, mais le financement systématique a touché le commerce agricole de tous les pays.

La situation a des conséquences évidentes pour le Canada. Les chiffres des subventions accordées à la production du blé parlent d'eux-mêmes. Les producteurs de blé canadiens reçoivent 34 \$ US la tonne en aide gouvernementale; les agriculteurs américains reçoivent environ 75 \$ la tonne; et les agriculteurs de la Communauté européenne reçoivent pour leur part 94 \$ US la tonne.

C'est donc dire que l'agriculteur de High River reçoit en aide gouvernementale la moitié de ce que son concurrent du Nord Dakota reçoit et seulement le tiers de ce qui est accordé aux agriculteurs européens.

Que peut faire le Canada? En réalité, nous n'avons pas les moyens d'offrir des subventions aussi généreuses, mais nous ne pouvons laisser les agriculteurs canadiens devenir les victimes innocentes d'une guerre commerciale agricole.